

Budget de la zone euro : les Européens font de la résistance

Si Emmanuel Macron est parvenu à inscrire cette idée à l'agenda, elle reste contestée

BRUXELLES - bureau européen

Le sujet migratoire a occulté tous les autres à Bruxelles, vendredi 29 juin, mais les dirigeants européens s'y retrouvaient aussi pour un sommet spécial sur l'eurozone. Prévu de longue date, ce rendez-vous expédié en deux petites heures devait pourtant être le moment pour le président Emmanuel Macron de faire endosser par ses partenaires son projet de budget de la zone euro. Après la déclaration de Meseberg le 19 juin avec l'Allemagne, détaillant une vision franco-allemande pour une zone euro plus intégrée, la France espérait voir figurer des engagements ambitieux des 27 pays membres de l'Union européenne (UE), sans le Royaume-Uni, dans les conclusions du sommet.

Las ! La déclaration commune à 27 pays s'est contentée d'accueillir « favorablement les contributions nationales, y compris celle présentée par la France et l'Allemagne ». Le texte note aussi que « l'Eurogroupe [qui réunit les ministres des finances de la zone euro] examinera de manière plus approfondie toutes les questions mentionnées dans la lettre » de son président, le Portugais Mario Centeno, qui signale le lancement d'une réflexion sur un budget commun.

« Avancer par temps calme »

« Il y a trois mois, tout le monde disait : jamais vous n'aurez un accord, ne serait-ce qu'avec les Allemands, sur un budget de la zone euro, a déclaré Emmanuel Macron vendredi. Je ne suis pas un fétichiste. Mais cette séance n'était pas une séance d'écriture, et nous allons maintenant travailler pour construire sur cette base un accord européen à 19 [les membres de la zone euro]. »

« Je veux que nous puissions avancer par temps calme », a ajouté M. Macron, dans une allusion à tous ceux, très nombreux dans l'UE, y compris au sein du parti de la chancelière allemande Angela Merkel, l'Union chrétienne-démocrate (CDU), qui considèrent qu'en ces temps de croissance retrouvée, la zone euro n'a pas besoin de réformes, mais juste de stabilité.

Même s'il est parvenu à inscrire le « budget de l'eurozone » à l'agenda européen – c'est une performance pour un sujet aussi controversé –, le président français fait face à une forte hostilité sur ce sujet. De nombreux dirigeants européens continuent à refuser tout concept de pot commun. Pas question, résumant-ils, de payer pour la mauvaise gestion des autres capitales.

Rappel des « nonistes »

Trois jours à peine après la déclaration de Meseberg, le ministre des finances néerlandais, Wopke Hoekstra, battait déjà le rappel des « nonistes », avec un courriel au président de l'Eurogroupe pointant « les larges divergences existant sur la nécessité d'un budget de l'eurozone ».

« Il n'y a clairement pas de consensus sur le fait de commencer à y travailler » ni sur la possibilité d'utiliser une future taxe sur les transactions financières (TTF) pour financer ce budget commun, ajoutait ce ministre conservateur du gouvernement du libéral Mark Rutte. Dans son message, M. Hoekstra cite d'autres collègues (letton, luxembourgeois, belge, autrichien, estonien, suédois, finlandais...) censés partager ses réticences.

Depuis, les ministres luxembourgeois et irlandais se sont légèrement désolidarisés. Et de fait, ce sont davantage les ambitions en matière d'harmonisation de l'impôt sur les sociétés qui leur posent problème. Mais les Néerlandais restent intransigeants : « Nous disposons déjà d'un budget de la zone euro : les 200 milliards d'euros dépensés dans les fonds structurels, les fonds de cohésion ou la politique agricole » au sein du budget de l'UE, a estimé M. Rutte vendredi. ■

CÉCILE DUCOURTIEUX